

EN BREF

CFE-CGC : L'élection de Christelle Thieffinne ouvre une nouvelle séquence pour la confédération, avec des priorités centrées sur l'intelligence artificielle, la réindustrialisation, le climat.

CONJONCTURE : Les espoirs de reprise s'éloignent. La FFB estime que le rebond observé en début d'année n'était finalement qu'un simple « rebond technique ».

CLIMAT : Canicules, congé climatique et adaptation des bâtiments : le changement climatique s'impose progressivement comme un enjeu structurant pour le secteur.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : Électrification, data centers et rénovation illustrent une transition qui se heurte encore aux contraintes techniques, territoriales et réglementaires.

Christelle Thieffinne, entre continuité et nouveaux chantiers

Le mois de juin est marqué par l'élection de Christelle Thieffinne à la présidence de la CFE-CGC, largement relayée dans la presse nationale.

Les articles de *La Croix*, *Le Monde* et *Libération* présentent une dirigeante qui **s'inscrit dans la continuité de François Hommeril**. Les médias mettent en avant une CFE-CGC attachée au dialogue social, **indépendante des partis politiques** et soucieuse de préserver son rôle **d'organisation réformiste**.

Libération et *La Croix* la présentent comme « pugnace » mais adepte des compromis. Et *Ouest-France* comme quelqu'un de « calme mais ferme » et « capable d'unir pour avancer ».

Les interviews accordées à *Challenges* et *La Tribune* permettent de préciser **les premiers axes de son mandat**. Parmi lesquels **l'intelligence artificielle**, les **conséquences du changement climatique** sur le travail, la réindustrialisation, l'emploi des seniors ou encore le partage de la valeur.

Si *Le Monde* rappelle un contexte récent de « dissensions internes », les articles reviennent également sur **l'héritage laissé par François Hommeril**, dont la présidence est présentée comme une période de forte progression de la CFE-CGC, tant en visibilité qu'en représentativité.

Christelle Thieffinne,
Nouvelle Présidente de
la CFE-CGC à la Tribune



« Le chantier de la réindustrialisation doit être prioritaire et aller de pair avec la transition environnementale. Je veux réaffirmer qu'il y a un manque de ressources lié au partage de la valeur et des niveaux de salaires qui ne sont pas à la hauteur. Cela est dû à la désindustrialisation. »

Syndicalisme, dialogue social

Le mois de juin est marqué par **une vigilance accrue autour des conditions d'exercice et de la protection des travailleurs**, entre enjeux de gouvernance, prévention des risques et adaptation du travail aux fortes chaleurs.

Le Figaro (p. 26) met en lumière le scandale des syndicats de la Côte d'Azur, condamnés pour avoir reçu pendant plusieurs années des avantages de la part d'entreprises du BTP en échange de l'attribution de marchés. Au-delà des condamnations, le quotidien insiste sur le caractère systémique des pratiques révélées et sur le silence des principales organisations professionnelles.

Dans une approche plus structurelle, *Le Moniteur* (p. 41) revient sur **les priorités du nouveau Plan Santé au travail 2026-2030**, qui place le BTP au cœur des enjeux de prévention. Protection des jeunes, intégration de la sécurité dans les marchés publics, adaptation aux risques climatiques ou encore anticipation des impacts de l'IA : le secteur est appelé à faire évoluer durablement ses pratiques.

Les épisodes de canicule occupent une place importante dans les médias. *Le Progrès* (p. 25) illustre les adaptations mises en œuvre sur les chantiers, tandis que *Les Échos* (p. 34) montre, à travers l'exemple de Stellantis, que ces enjeux dépassent désormais le seul secteur du BTP.

Enfin, *l'AFP* (p. 32) revient sur la mobilisation des salariés du BTP en Grèce, notamment sur le chantier d'Ellinikon, où les revendications salariales illustrent la persistance des enjeux de pouvoir d'achat et de conditions de travail dans le secteur.

Paul Duphil,

Secrétaire général de l'OPP BTP à propos de la prévention contre les accidents de travail

« L'un des objectifs, dans le BTP, est de faire en sorte qu'aucun jeune en formation initiale n'arrive sur

un chantier sans avoir bénéficié au préalable d'une session qui le mette en garde sur les risques et la nécessité de se protéger, voire d'interrompre sa tâche si les conditions de sécurité ne sont pas réunies. »

Législation, réformes et cadre institutionnel

Le mois de juin met en évidence **une adaptation progressive du cadre réglementaire face aux transformations climatiques**, énergétiques et économiques qui touchent le secteur de la construction.

Le Figaro (p. 54) consacre **une enquête aux conséquences des canicules à répétition sur le parc immobilier**. Le quotidien montre que ces épisodes climatiques remettent en question la conception des bâtiments et accélèrent les réflexions autour de solutions d'adaptation.

Cette évolution s'étend également au monde du travail. *Franceinfo* (p. 48) revient sur le **congé climatique instauré en Espagne**, qui témoigne d'une adaptation progressive du droit du travail aux risques liés aux événements météorologiques extrêmes.

Dans le même temps, *Les Échos* (p. 45) revient sur la volonté du gouvernement de faciliter le vote des travaux de rénovation énergétique en copropriété. L'assouplissement des règles de majorité vise à accélérer des projets encore trop souvent bloqués par les procédures de décision. Examen du texte prévu à l'Assemblée nationale à la rentrée.

Sur le plan juridique, *Le Moniteur* (p. 50) analyse les **conséquences de la décision « Yves Rocher »**, qui renforce la portée du devoir de vigilance des grands groupes. Le média souligne que les entreprises devront désormais démontrer **une prévention plus structurée et documentée**, notamment dans la gestion de leurs filiales et de leur sous-traitance.

Enfin, *News Tank Cities* (p. 59) présente **la feuille de route portée par le nouveau président de la FFB**, Frédéric Carré, qui appelle à replacer le bâtiment au cœur des politiques publiques, autour de priorités telles que le logement, la rénovation et la simplification des normes.

Frédéric Carré,

Nouveau Président de la Fédération Française du Bâtiment (FFB)

« Rien ne se fera sans le bâtiment : on ne réindustrialisera pas la France et on ne logera pas les Français sans lui. Construire crée de la valeur ajoutée ; ce n'est pas une niche pour des investisseurs, c'est un moteur de la croissance. »

Économie et Emploi dans le BTP

Le mois de juin confirme que les premiers signes de reprise observés en **début d'année restent fragiles**. Les médias soulignent que les tensions géopolitiques, la hausse des coûts et **la crise persistante du logement** continuent de peser sur l'activité du secteur.

Les conséquences économiques des fortes chaleurs dépassent désormais le seul secteur du BTP. Plusieurs secteurs d'activité sont confrontés à des pertes de productivité et à une adaptation de leur organisation du travail (*Libération*, p.74).

Dans ce contexte, *Les Échos* (p. 76 et 79) souligne que les petites entreprises du bâtiment demeurent les premières touchées par la crise. Alors que près de 55 000 emplois ont disparu depuis fin 2022, Frédéric Carré estime que le redémarrage observé en début d'année n'était finalement qu'un « **rebond technique** » **et alerte sur une reprise désormais compromise**. Le nouveau président de la FFB appelle à une mobilisation des pouvoirs publics pour soutenir le logement, stabiliser les dispositifs d'aide et redonner de la visibilité aux entreprises.

Enfin, *France Ô* (p. 68) souligne qu'en Nouvelle-Calédonie, **les coûts des matériaux de construction repartent à la hausse** sous l'effet de l'augmentation des carburants, illustrant la persistance des tensions qui continuent de peser sur l'activité du secteur.

Actualités sociales en France

Le mois de juin met en lumière **les tensions qui accompagnent l'accélération de la transition énergétique**. Si l'électrification des usages gagne du terrain, son déploiement se heurte encore aux capacités d'adaptation des infrastructures, aux enjeux territoriaux et aux incertitudes politiques.

Challenges (p. 100) montre que la hausse des hydrocarbures accélère l'adoption des véhicules électriques, des pompes à chaleur et de l'autoconsommation solaire. Le média y voit les premiers effets de la stratégie gouvernementale d'électrification.

Dans le même temps, *L'AFP* (p. 97) souligne que le **développement des data centers bouleverse les territoires**. Si ces infrastructures sont présentées comme un levier de souveraineté numérique et d'attractivité, elles suscitent également des interrogations autour de leur consommation électrique, de leur impact environnemental et de leur acceptabilité locale.

Cette montée en puissance de l'électrification met également en évidence **les difficultés d'adaptation des infrastructures existantes**. *L'AFP* (p. 91) montre que de nombreux hôpitaux restent insuffisamment préparés aux épisodes de fortes chaleurs.

Innovation et nouvelles filières

Le mois de juin confirme l'entrée progressive de **l'IA dans une phase de déploiement opérationnel** au sein de la filière construction.

Le développement annoncé de nouveaux data centers en Île-de-France illustre cette montée en puissance. Besoins électriques, consommation de ressources et acceptabilité locale apparaissent désormais comme les principaux freins à l'essor de ces infrastructures (*Les Échos*, p. 104).

L'IA trouve également ses premières applications dans la gestion des projets. La start-up **Enlaye développe une plateforme capable d'anticiper les dérives de coûts, les retards et les litiges** en exploitant les données produites sur les chantiers (*Les Échos*, p. 105).

Plus largement, les médias montrent que l'IA s'installe progressivement dans l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'analyse des appels d'offres à la conception, jusqu'à l'optimisation des chantiers. Son appropriation reste toutefois plus contrastée dans les petites entreprises (*Les Échos*, p. 107).

Enfin, l'innovation passe également par les matériaux. Hoffmann Green dévoile un ciment décarboné à base d'argile transformée à froid, sans clinker, dont l'objectif est de réduire fortement les émissions de CO₂ tout en atteignant progressivement une compétitivité économique avec les ciments traditionnels (*Les Échos*, p. 109).